



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates
prises à titre conservatoire à la société PAPREC RESEAU GRAND EST
applicables à l'installation qu'elle exploite à DIEULOUARD**

n° 2025-0303
AIOT : 0006209303

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-20, L. 514-8, R. 512-9, R. 512-69 et R. 512-70 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2013-0305 du 26/11/2014 autorisant la société PAPREC RESEAU GRAND EST à exploiter des installations de transit, tri, traitement et valorisation de déchets non dangereux ainsi que de transit et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de Dieulouard ;

Vu la consultation de l'exploitant par voie dématérialisée le 6 novembre 2025 ;

Vu les observations formulées le 6 novembre 2025 par l'exploitant ;

Considérant l'incendie survenu le 06/11/2025 au sein de l'installation exploitée par la société PAPREC RESEAU GRAND EST de Dieulouard ;

Considérant que l'article L. 512-20 du Code de l'environnement dispose qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

Considérant que suite à l'incendie survenu le 06/11/2025, il convient de mettre en œuvre les dispositions de l'article L. 512-20 susvisé ;

Considérant que lors de l'incendie, des fumées résultant de la combustion du bâtiment, des équipements composant l'outil de tri, et des matières traitées présentes au démarrage du sinistre ont été émises ;

Considérant que lors de l'incendie, les eaux d'extinction de l'incendie ont d'abord fait l'objet d'un stockage dans les réseaux hydrauliques enterrés avant de rejoindre la capacité de rétention de l'établissement destiné à leur stockage ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant la réalisation d'un diagnostic afin d'évaluer précisément la consistance et l'étendue d'une éventuelle pollution, et à identifier les cibles potentielles ainsi que les voies de transfert ;

Considérant que sur la base de ce diagnostic, l'exploitant doit pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour aboutir à la maîtrise voire à la suppression de la pollution éventuelle ;

Considérant que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de commencer le travail de recherche des milieux potentiellement contaminés par la pollution éventuelle générée par l'incendie ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Respect des prescriptions

La société PAPREC RESEAU GRAND EST est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'installation de transit, tri, traitement et valorisation de déchets qu'elle exploite sur la commune de Dieulouard.

Ces dispositions sont prises dans les délais prévus à l'article 4 et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Mise en sécurité des installations

Les opérations sont conduites avec toutes les précautions nécessaires afin d'éviter un sur-accident. En particulier, l'exploitant procède sans délai à l'arrêt et au maintien en sécurité des installations endommagées par l'événement ainsi que des autres installations du site, susceptibles d'être impactées par effet domino ou non. En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence.

Les justificatifs liés aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne sont transmis et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Étude sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre

3.1 - Élaboration d'un plan de prélèvements

L'exploitant élabore et transmet à l'inspection des installations classées un plan de prélèvements comprenant :

- a) un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de déchets non dangereux impactés par l'incident ;

- b) une évaluation de la nature et des quantités des produits de la combustion des déchets non dangereux susceptibles d'avoir été émis à l'atmosphère ;
- c) la détermination de la ou des zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence ;
 Pour l'air, l'exploitant justifie la détermination de ces zones par une modélisation des retombées atmosphériques ou *a minima* par les informations météorologiques officielles constatées pendant toute la durée de l'évènement (direction et force des vents, pluviométrie).
 De plus, une description la plus précise possible du sinistre est faite (les autres sources de données disponibles - Service d'Incendie et de Secours, notamment - sont exploitées), elle est utilement appuyée par des photographies ;
- d) un inventaire des cibles/enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre (habitations, établissements recevant du public en particulier sensible, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel) ;
- e) une proposition de plan de prélèvement (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées (*a minima* suies dans une zone représentative de la retombée des fumées) ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées en d) ci-dessus.
 Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées) ;
- f) la justification des paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques et/ou aqueuses du sinistre.

3.2 - Paramètres à intégrer *a minima* dans le suivi

Le plan de prélèvement comporte *a minima* le suivi des paramètres suivants :

hydrocarbures aromatiques polycycliques - HAP
hydrocarbures totaux - HCT
métaux totaux
polychlorodibenzo- <i>p</i> -dioxine - PCDD
polychlorodibenzo-furanes - PCDF

3.3 - Mise en œuvre du plan de prélèvements

L'exploitant met en œuvre le plan de prélèvements défini en application de l'article 2.1, éventuellement modifié pour tenir compte des remarques formulées lors de son instruction par l'inspection des installations classées.

3.4 - Résultats et interprétation de la surveillance environnementale

Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

Les références suivantes sont utilisées, en l'absence de données réglementaires plus récentes :

Milieux	Références
Sol	<ul style="list-style-type: none">état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin (témoins du plan d'échantillonnage),fond géochimique naturel local
Eau	<ul style="list-style-type: none">critères de potabilité des eaux (si usage pour eau potable)critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potableNQE (Normes de qualité environnementale – Directive Cadre sur l'eau)
Denrées alimentaires	<ul style="list-style-type: none">Destinées à l'homme : Règlement européen CE/1831/2003 modifié par celui du 2 décembre 2011 (1259/2011), complété par les recommandations du 23 août 2011 (pour les fruits et légumes)Destinées à l'alimentation animale : règlement européen du 28 mars 2012
Air	<ul style="list-style-type: none">Valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées.

En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées.

Article 4 : Gestion des eaux d'extinction

Les eaux d'extinction font l'objet d'un traitement conformément à l'arrêté préfectoral 2013-0305 du 26/11/2014 autorisant l'exploitation de l'installation.

Le cas échéant, les eaux d'extinction sont stockées dans l'attente de leur évacuation dans des conditions permettant de prévenir tout risque vis-à-vis de l'environnement. L'exploitant est tenu d'évacuer les eaux d'extinction incendie vers une installation dûment autorisée.

Article 5 : Gestion des déchets

Les déchets récupérés sont entreposés dans de bonnes conditions de sécurité sur une aire étanche. Leur gestion et leur élimination sont réalisées dans des conditions propres à éviter des effets néfastes sur l'environnement et les nuisances pour les tiers (odeurs, fumées, ...).

L'exploitant élabore un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'accident. Il procède à l'évacuation dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et assure la traçabilité des actions engagées.

Article 6 : Remise du rapport d'accident

L'exploitant télédéclore et transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident conformément à l'article R. 512-69 du Code de l'environnement qui précise les circonstances et la chronologie de l'événement, les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.

Article 7 : Transmission et bancarisation des résultats

Les formats des données environnementales transmises devront correspondre aux formats précisés sur le site cartam.fr. Les résultats des analyses pourront faire l'objet d'un versement dans l'outil CARTAM à des fins de représentations cartographiques de l'événement, mais également dans les bases de données nationales (BAPPOP, BAPPET, BDSolU, etc) à des fins de capitalisation des données environnementales. Dans ce second cas, les données capitalisées seront anonymisées avant leur bancarisation.

Article 8 : Échéances

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté sous les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- *article 3.1* : 5 jours
- *article 3.2* : 10 jours
- *article 3.3* : au fur et à mesure de la réception des résultats
- *articles 4, 5 et 6* : 30 jours

Article 9 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 10 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société PAPREC RESEAU GRAND EST

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Dieulouard

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de deux mois en application des dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement.

À Nancy, le

06 NOV. 2025

Le préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ